



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

déficits publics

Question au Gouvernement n° 2388

Texte de la question

ÉTAT DES FINANCES PUBLIQUES

M. le président. La parole est à M. Jean Launay, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean Launay. Ma question s'adresse au ministre des comptes publics. Je souhaite auparavant dire à M. Woerth que la question de Régis Juanico reste entièrement posée sur le fond.

Le premier président de la Cour des comptes, Didier Migaud, a présenté ce matin devant les commissions des finances et des affaires sociales de l'Assemblée le rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques, préliminaire au débat d'orientation budgétaire pour 2011.

Sur tous les bancs de cet hémicycle, nous en partageons les constats principaux.

Monsieur le ministre, en 2002, quand votre majorité a pris le pouvoir, la dette française s'établissait à 900 milliards d'euros. Huit ans ont passé et nous en sommes à 1 500 milliards du fait de vos décisions politiques irresponsables fiscalement et injustes socialement, et la dette risque de passer à 1 800 voire à 2 000 milliards d'euros en 2012. (*Applaudissements sur divers bancs du groupe SRC.*)

Monsieur le ministre, vous êtes - comme votre prédécesseur -, responsable des deux tiers du déficit structurel. Vous êtes responsable de l'explosion des dépenses fiscales - 25 milliards d'euros d'augmentation en huit ans - : baisse de la TVA dans la restauration, loi TEPA, bouclier fiscal ont largement contribué à la dégradation du solde budgétaire.

Alors que nous vous le demandons régulièrement, vous refusez de soutenir l'activité, la consommation et le pouvoir d'achat, affaiblissant les chances de relance de la croissance que, par ailleurs, vous surestimez régulièrement. Vous dégradez nos services publics en supprimant de manière aveugle et dogmatique des postes d'agent public.

Monsieur le ministre, il faut dire aux Français que c'est vous qui avez déjà largement engagé le cycle d'austérité quand vous avez cassé la croissance, provoqué l'aggravation du chômage et vidé les caisses. Nous voulons aussi rappeler aux Français, à la veille de leur manifestation contre votre réforme des retraites, que les intérêts de la dette sont largement supérieurs aux déficits à venir de nos régimes de retraite.

Ma question est triple : quand allez-vous réorienter notre économie vers l'emploi et le travail ? Quand allez-vous cesser de protéger la rente et le capital...

M. le président. La parole est à M. François Baroin, ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État.

M. François Baroin, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État*. Monsieur le député, peut-être pouvons-nous au moins nous entendre sur le constat suivant lequel...

M. Patrick Roy. Le déficit est record !

M. François Baroin, *ministre du budget*. ...le redressement des finances publiques est une priorité nationale en France, en Allemagne, au Royaume-Uni et dans toute l'Europe.

Vous ne pouvez pas sérieusement aligner toutes ces contrevérités répandues par la rue de Solferino (*Protestations sur les bancs du groupe SRC*) et passer à la trappe la crise que le monde entier a traversée. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Vous ne pouvez pas sérieusement considérer que la crise mondiale qui a frappé les États-Unis, qui a frappé le modèle économique européen, n'a pas eu de conséquences sur les finances publiques.

Didier Migaud lui-même, premier président de la Cour des comptes, ancien président de la commission des finances de l'Assemblée, le reconnaît. Nous avons, avec la Cour des comptes comme avec tous les acteurs responsables à la tête des commissions des finances de l'Assemblée et du Sénat, la volonté de répondre à ces objectifs immédiats, soutenus, fondamentaux et contenus.

Le plan du Gouvernement pour redresser les finances publiques est simple : sa priorité est d'abaisser le déficit dès l'année prochaine à 6 % du PIB et, durant les trois années qui viennent, de le réduire de cinq points. Il s'agit d'un effort sans précédent qui portera avant tout sur les dépenses. L'État sera exemplaire dans sa maîtrise des dépenses publiques, se montrera exigeant vis-à-vis de ses partenaires pour que l'effort soit partagé par tous, et il s'efforcera d'épargner les plus vulnérables.

M. Jean Mallot. Vous avez tout faux depuis le début !

M. François Baroin, *ministre du budget*. Nous nous rejoindrons sur votre conclusion : nous nous efforcerons de protéger l'emploi et l'activité économique. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

M. Daniel Vaillant. Bla, bla, bla !

Données clés

Auteur : [M. Jean Launay](#)

Circonscription : Lot (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2388

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 juin 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 24 juin 2010